Vendredi

20 octobre 1995 n° 261 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES



CONVENTION NATIONALE

DU 14 OCTOBRE 1995
au CNIT, La Défense

Lire en cahier central :
les interventions,
les résultats de la consultation,
les instances nationales

Coll. Fondation Jean Jaurès

ISSN 0995-0583

A LIRE AUSSI

P.2 L'éditorial de François Hollande
P.3 La rentrée universitaire
P.12 Robert Badinter et le théâtre pour la justice

FORFAIT HOSPITALIER

Les décisions de hausse du forfait journalier et de réduction des dépenses des hôpitaux publics révèlent une nouvelle fois l'incohérence du gouvernement et le décalage entre les promesses et les actes. La hausse de 27 % du forfait journalier pénalise surtout les plus modestes : ceux qui ne peuvent cotiser à une mutuelle et qui supporteront ainsi entièrement l'augmentation, mais aussi tous ceux qui connaîtront la majoration des cotisations versées à leur mutuelle. Où est la réduction de la fracture sociale ? Cette hausse risque, de surcroît, d'être un coup d'épée dans l'eau, car les problèmes rencontrés par les hôpitaux publics réclament une stratégie claire, définie en concertation avec tous les acteurs, médecins, administrateurs d'hôpitaux et de caisses d'assurance maladie, et appliquée dans la durée. La hausse du forfait journalier couplée avec la réduction des dépenses sont des expédients, qui pénalisent les malades sans améliorer pour autant la situation des hôpitaux. Le gouvernement avait promis un débat démocratique sur la Sécurité sociale et la santé publique : là encore, où est la cohérence entre les promesses et les actes ? Ces colmatages hâtifs, cette navigation à vue, cette méthode autoritaire ne peuvent que rendre plus difficiles encore la définition et la mise en œuvre d'une réforme, à la fois juste socialement, efficace face aux gaspillages et garantissant la qualité des soins pour tous. Une telle réforme ne pourra résulter que d'une réflexion approfondie, impliquant tous les responsables concernés, et inscrite dans la durée. Le Parti socialiste contribuera, par des propositions constructives, au débat qu'exige la situation, désormais très préoccupante, de l'assurance maladie et de la Sécurité sociale.

Elisabeth Guigou
Secrétaire nationale
aux Questions sociales
17 octobre

Parler juste

Face à un acte de terrorisme lâche et cruel frappant de façon aveugle, la réaction d'une formation politique comme la nôtre ne peut être inspirée que par le sens de l'intérêt général et le souci de la cohésion nationale. Cette attitude de responsabilité et de dignité, même si elle ne fut pas toujours celle de l'opposition de l'époque lors des attentats d'août 1982, de juillet 1983 et même de février 1986, ne nous dispense pas néanmoins de rappeler les positions qui furent les nôtres, avant même l'explosion de mardi, à propos de la politique algérienne de la France.

La rencontre de Jacques Chirac et du Général Zeroual, dans les conditions de son annonce et dans le contexte de l'élection présidentielle en Algérie, ne nous paraissait pas opportune. Lionel Jospin, comme le Bureau national du Parti socialiste s'étaient exprimés clairement dans ce sens, une dizaine de jours avant l'attentat du Musée d'Orsay. Ce qui était vrai hier l'est encore aujourd'hui. Nous n'en dirons pas plus. Nous nous refuserons toujours à établir un lien entre les événements de mardi et le rendez-vous contesté. Mais il nous appartient, en tant que force principale de l'opposition, d'exprimer les questions que se posent légitimement les Français. Le devoir de responsabilité ne s'oppose pas à l'exigence de clarté. Il en est même la condition.

Sur d'autres sujets : budget, protection sociale, emploi..., les choses sont hélas plus simples. Le gouvernement, chaque semaine, nous livre son lot de décisions contraires à l'équité fiscale, à la justice sociale et à la reprise de l'emploi. Nos parlementaires contestent, avec une combativité heureusement inversement proportionnelle à leur infériorité numérique, les mesures les plus choquantes, et le Parti socialiste indique, chaque fois qu'il le peut, les propositions alternatives à celles du pouvoir.

Sans précédent

Mais ce qui frappe le plus, au-delà du commentaire qu'appelle telle ou telle décision, c'est l'incohérence de la stratégie du gouvernement, l'improvisation de ses annonces, le caractère peu professionnel de ses ministres, et l'ampleur des divisions traversant la majorité qui prétend encore le soutenir.

Il n'est pas de précédent, sous la Ve République, d'un gouvernement aussi faible cinq mois après sa constitution, il n'est pas d'exemple d'un président aussi impopulaire dans un délai aussi court après son élection.

Nous pourrions nous en réjouir et nous féliciter d'avoir eu raison plus tôt que beaucoup de Français et pourtant, de façon indicible, nous nous en inquiétons comme si nous comprenions que le discrédit du gouvernement pouvait demain toucher la politique elle-même et, à travers elle, l'image même de la démocratie. Raison de plus pour essayer de parler juste.

François Hollande

Je m'a

LE BILLET DE TORVIK

Sarah, jeune philippine prisonnière des Emirats arabes, sauvée in extremis de la peine capitale par une mobilisation planétaire. O.J. Simpson blanchi par l'argent et la médiatisation à outrance d'un procès sur fond de "charité" raciale. Dans cette actualité judiciaire, il y avait peu de place pour notre petite Leïla nationale. Le 12 octobre, le parquet de Nancy a pourtant requis douze ans de prison à l'encontre de cette adolescente de quatorze ans, accusée du meurtre d'une camarade de classe dans les toilettes du collège Jacques-Callot à Vandœuvre. Son parcours est un "classique" de la dérive sociale : enfance maltraitée, exclusion d'un collège, adolescence sans repères, tentative de suicide, actes de violence graves, une courte vie de malheur qui la mène jusqu'au cou de Sabrina, une fille de son âge, timide et effacée, qu'elle serre trop fort... Verdict du tribunal : 12 ans de prison ferme.

Argumentaire du magistrat : risque de récidive, exemplarité de

Cumul'Art

Le Georges Pérec des "choses", décrivait la pauvreté intellectuelle, la fragilité d'un couple de pseudo publicitaires que la monotonie de leur vie, son total manque de sens condamnaient à se réfugier dans l'accumulation d'objets ou de souvenirs, arrachés aux livres des uns, aux sentiments des autres, pour combler le vide d'une sensibilité absente. Il en va ainsi de bien des collectionneurs monomaniaques dont les obsessions sont le paravent commode d'une curiosité atrophiée.

Alain Juppé fait partie de ceux-là. Dès son plus tendre âge, il se précipite vers les diplômes comme un naufragé vers la bouée qu'on lui tend. Normale Sup, Sciences Po, l'ENA, quelques licences et une agrégation, il ingère tout dans l'espoir de trouver sa voie. Pour n'avoir aucune personnalité, il n'est pas dit qu'on empêchera cet étudiant lisse qui ressemble déjà au jeune vieillard que nous connaissons aujourd'hui, de les avoir toutes. Malgré la foi fervente qu'il affiche en tout chemin, en tout lieu, c'est à la multiplication des hochets plus qu'à celle des pains qu'il s'accroche comme au plus sacré des dogmes. La première cohabitation le remplit d'aise. L'inspecteur des finances-député-membre du bureau du RPR devient ministre du Budget et conserve son poste d'adjoint à la mairie de Paris. Que de belles cartes de visite. Il y prend goût et, sous la deuxième coexistence, ne renonçant à aucun de ses hobbies institutionnels, il ajoute même une nouvelle corde à son arc : celle de la littérature. Elle lui permettra avec "La tentation de Venise", de rejoindre Gonzague Saint-Bris au panthéon des plus grands écrivains de la collection "Arlequin".

Mais le démon de la possession le taraude encore. Rien ne doit lui échapper. En proie à cette terrible pathologie, il ne peut s'empêcher d'occuper lui-même, ou de faire occuper par son ex-femme ou par son fils, un, puis deux, puis trois appartements du domaine de la ville de Paris. Il est vrai qu'on le supplie de bien vouloir les habiter pour un loyer de misère venant tout juste compenser la terrible insalubrité des murs. Dans le même temps, Alain Juppé cherche à multiplier les amitiés et les affections. Il peut dans la même journée et sans y voir malice, admirer Mitterrand, encenser Balladur et embrasser Chirac. Deux ou trois assurances valent mieux qu'une.

1995 lui offre enfin la consécration, le poste de chef de gouvernement et la mairie de Bordeaux qu'il soustrait à Chaban, faute d'avoir gagné la moindre joute électorale dans ses terres natales des Landes. Mais la maladie de la possession ne lui laisse aucun répit. Il revendique derechef la gestion directe de Bercy, de l'Intérieur, de la Sécurité sociale, conglomérat de pouvoirs qu'il saupoudre par la mainmise de quelques autres administrations. L'heure du triomphe approche. Le 14 octobre, Alain Juppé, Premier ministre d'un grand pays et premier édile d'une grande ville devient président d'un grand (?) parti. La panoplie du sauveur suprême est-elle parfaite ? Non. Que les Français se rassurent, leur homme providentiel n'a pas renoncé au grand prix de l'Eurovision, au Nobel et au record de plongée en apnée. Alain Juppé, futur papa, se réserve pour l'an prochain.

M.-A. Muret

tuée

la peine, absence de toute institution spécialisée susceptible d'accueillir Leïla... La justice de la Cité achève son réquisitoire par l'aveu de ses propres faiblesses...

Car Leïla portait en elle cette "violence nerveuse" dont nous parle Baudrillard, elle n'a fait finalement qu'accoucher d'un meurtre à défaut de le voir avorter par un entourage familial, social, préventif.

La défense avance la théorie du crime "passionnel", la délinquance "occasionnelle" alors qu'il s'agit là d'un crime génétiquement social, une réponse de Leïla aux souffrances de sa propre violence, une auto-agression ou une auto-destruction dont Sabrina fut la "deuxième" victime. En tuant Sabrina, Leïla s'est tuée elle-même. Elle a voulu détruire le monde tel qu'il est, faire de la "provocation meurtrière", interrompre une vie qui aura duré quatorze ans.

Leïla est retournée dans sa cellule, en huis clos avec sa conscience, le regard perdu sur des barreaux que son destin, lentement mais sûrement, avait forgés.

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE TRANSATLANTIQUE ?

A l'approche du "Sommet transatlantique" qui réunira, le 3 décembre, à Madrid, Bill Clinton, Felipe Gonzalez et Jacques Santer, président de la Commission européenne, les Quinze sont divisés sur l'opportunité d'une zone de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis. Malgré l'insistance des pays les plus libéraux -Grande-Bretagne, Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Suède- la France demeure réticente. Ne serait-il pas plus urgent, en effet, de discuter d'abord des fluctuations du dollar ?

FAC PASQUA

La faculté privée de M. Pasqua, qui a coûté 1,3 milliard de francs au département, n'a accueilli pour sa première rentrée que 363 étudiants. Face à l'indignation des syndicats étudiants et de nombreuses associations, François Bayrou semble bien embarrassé. Il est vrai que le Conseil régional a adopté, il y a quelques temps, un amendement demandant l'intégration de ce pôle universitaire au sein de l'enseignement public...

Une nouvelle agression

La proposition du rapporteur général du Budget, le député RPR balladurien Philippe Auberger, de réduire certaines aides aux étudiants et à leurs familles a suscité des protestations tant du côté des syndicats que du gouvernement. Il s'agit d'un amendement à la loi de Finances visant à interdire le cumul de la déduction de la demi part fiscale bénéficiant aux parents d'étudiants de moins de vingt-cinq ans avec le cumul de l'allocation de logement social (ALS). Mais la mise au point du secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, Jean de Boishue, n'est pas pour rassurer : "Il n'est pas question pour l'instant de réduire sans discussion les aides aux étudiants", déclare-t-il dans une interview au Monde.

Au-delà des chausse-trappes et de la guérilla intra-majoritaire, il existe une volonté commune de remettre en cause l'ALS dont bénéficient, grâce à une décision de la gauche, 473 000 étudiants. A preuve la réduction de 300 F (sur 963 F) intervenue cet été pour les étudiants colocataires.

L'UNEF-ID s'est élevée contre la remise en cause d'un acquis "qui représente un premier pas vers l'autonomie des étudiants contraints de quitter le domicile familial".

Face à l'extrême et légitime sensibilité des étudiants sur ce sujet (six sur dix vivent hors du domicile familial), et échaudé par le souvenir des mouvements de 1993 (Fillon) et de janvier 1995 (rapport Laurent), le gouvernement privilégie la prudence. Ayant déjà renoncé à mettre en œuvre le "statut social étudiant" promis par le candidat Chirac, il devait se contenter d'annoncer l'ouverture d'un débat national avec les syndicats et les institutions universitaires. Mais on voit bien dans quel sens il compte orienter ses projets.

S.B.



RENTRÉE UNIVERSITAIRE :

les nuages s'accumulent

"La rentrée se passe bien", déclarait il y a peu François Bayrou. Mais alors que la rentrée universitaire est en cours, les problèmes commencent à apparaître, démentant l'optimisme ministériel.

Ce sont en effet 2 200 000 étudiants, dont 1 600 000 en faculté, qui se présentent cette année. Alors que le gouvernement tablait sur 1 900 000. Du fait d'un taux élevé de réussite au bac (75,1 %), il y aura cette année 46 000 étudiant de plus que l'an passé. Avec les problèmes accrus d'inscription et d'insuffisance de locaux qui en découlent.

Les étudiant vivent dans un contexte de plus en plus difficile. Alors que 10 à 20 % d'entre eux connaissent de graves problèmes matériels, la remise en cause de l'allocation de logement envisagée par la droite parlementaire aggraverait encore leur situation.

La France connaît l'un des plus faibles taux d'encadrement des étudiants des pays développés

Pour l'ensemble d'entre eux, les perspectives d'avenir demeurent bien sombres : le chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur atteint 12 %, contre 5 % il y a dix ans.

La France connaît l'un des plus faibles taux d'encadrement des étudiants des pays développés. Elle consacre 31 900 F par an par étudiant, contre 34 400 en Allemagne, 46 500 aux Pays-Bas et 80 000 au Royaume-Uni. Et la tendance n'est pas au rattrapage, si l'on en juge par le projet de budget. Alors que François Fillon avait chiffré les besoins à 600 millions de francs, la loi de finances pour 1996 propose 100 millions. Seuls 450 postes d'enseignants supplémentaires seront effectivement créés. Les 378 création d'IATOS (personnels non enseignants) prévus au budget 96 représentent à peine le double du déficit de l'Université de Saint-Etienne... Et le ministère annonce la couleur : "Dans l'immédiat, nous n'avons pas l'intention de procéder de manière autoritaire à des redéploiements, mais nous espérons créer des solidarités entre les universités les mieux dotées et les autres", vient de déclarer Jean de Boishue. Tout un programme...

Les problèmes d'inscription ont déjà été nombreux et l'on a assisté à quelques scènes hallucinantes : à Grenoble, pour s'inscrire dans l'UFR d'activités physiques et sportives, qui ne proposait que 320 places, les 699 demandeurs ont passé des nuits d'attente, avec un numéro d'ordre inscrit sur le poignet, sous la surveillance de vigiles avec chiens. A Rouen, la faculté de Sciences reste fermée à ce jour par manque de crédits. Elle accueillait 1 658 élèves en 85-86 ; cette année, ils sont 5 600. A Paris VIII, les étudiants ont manifesté à la suite du viol d'une étudiante de CAPES intervenu dans des conditions liées à l'insécurité, à l'éclatement des locaux "provisoires" et au manque d'encadrement.

La situation risque de se tendre encore quand les nouveaux étudiants inscrits vont chercher leur place dans les amphis et les TD.

Serge Briand

PORTUGAL

Et maintenant la présidentielle

Dans le fracas des événements internationaux, la belle victoire de nos camarades socialistes portugais est passée trop inaperçue. Sous le nom de Parti social démocrate (PSD), parti de la majorité sortante, se dissimule en fait la droite libérale la plus classique. C'est donc bien d'un combat droite/gauche qu'il s'est agi. Les électeurs ont



Antonio Guterres

sanctionné sévèrement le gouvernement sortant, qui disposait de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. En frôlant la majorité absolue, avec 112 députés sur 230, le Parti socialiste confirme, au-delà de ce qui était attendu, le regain de faveur des électeurs à son égard. Les dernières élections municipales avaient laissé prévoir ce succès. Antonio Guterres, leader du parti, forme un gouvernement minoritaire face à une droite libérale et extrémiste qui compte 103 députés, et une coalition du Parti communiste et des Verts qui en compte 15. La prochaine étape est l'élection présidentielle. La Constitution portugaise interdit à Mario Soares de briguer un troisième mandat de cinq ans, et c'est Jorge Sampaio, le très populaire maire de Lisbonne, ancien Secrétaire général du PS, qui va porter les couleurs socialistes face au Premier ministre Cavaco Silva dont l'électorat vient de sanctionner les dix ans de gouvernement conservateur. Les électeurs vont-ils, en janvier prochain, confirmer leur vote du 1er octobre, ou tenter d'introduire un équilibre politique à la tête d'un État habitué à la cohabitation?

Alain Chenal

ÉLECTION EN CÔTE D'IVOIRE

La restauration de l'ordre ancien

A quelques jours de l'élection présidentielle du 22 octobre, l'opposition ivoirienne (socialiste et centriste) regroupée dans le Front républicain, poursuit ses "marches éclatées" sur l'ensemble du territoire et appelle au boycott du scrutin. Ces derniers jours, on dénombre une dizaine de morts dans le pays où la tension politique est extrême. L'intransigeance du pouvoir a précipité cette stratégie de l'affrontement.

Le président Henri Konan Bédié, qui achève le mandat de feu Houphouët Boigny, aurait été seul à postuler à la magistrature suprême n'eût été la candidature manœuvrière de dernière heure du député F. Wodié dont le petit parti sans troupe était membre du Front républicain qui a décidé de boycotter les prochaines consultations.

Pourquoi ce boycott de la part notamment d'un parti aussi puissant et pragmatique que le Front populaire ivoirien (FPI), membre de l'Internationale socialiste, dont le secrétaire général, le député Laurent Gbagbo, a déjà été candidat en 1990 face à Houphouët Boigny ? Ce qui est en jeu pour le FPI et l'ensemble de l'opposition, c'est leur propre crédibilité aux yeux d'une population qui n'accepte plus sans réagir des fraudes massives tous les cinq ans.

En effet, depuis bientôt deux ans, H.K. Bédié conduit la Côte d'Ivoire à contre-courant de l'Histoire. Un code électoral inique, destiné à écarter l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara dont le Rassemblement des républicains (RDR), autre poids lourd de l'opposition, avait sollicité la candidature ; le refus d'une commission nationale électorale indépendante, un recensement oublieux, à grande échelle, des citoyens jugés peu sûrs, le recours à des attestations provisoires d'identité ; l'accaparement des médias d'État par l'ancien parti unique et, depuis la fin septembre, l'interdiction de manifester pendant trois mois : c'en est trop pour une opposition responsable et déterminée, peu désireuse de légitimer un Bonaparte au petit pied jouant dangereusement sur des sentiments xénophobes et ethnocentriques.

Cette restauration de l'ordre ancien se fait avec le soutien du RPR et des autorités françaises. M. Dupuch*, aujourd'hui à la tête de la cellule africaine de l'Elysée, ne fait pas mystère de son amitié pour Bédié. Quant au ministre de la Coopération, Jacques Godfrain, il a déclaré, à l'ouverture du forum des investisseurs à Abidjan, « La France sera à vos côtés, M. le président de la République, pour la longue période qui s'ouvre devant vous. » Cette période risque d'être dramatique -les investisseurs ne s'y trompent pas qui hésitent à s'engager malgré les rentrées financières de l'après-dévaluation- et la France chiraquienne a choisi le parti des adversaires de l'État de droit.

Guy Labertit - Délégué national à l'Afrique

**Ambassadeur de France à Abidjan de 1979 à 1993 (!)*

IRAK

SADDAM HUSSEIN, ÉBRANLÉ, VEUT LÉGITIMER SON POUVOIR

Les Irakiens ont participé, dimanche 15 octobre, à un référendum-plébiscite pour confirmer Saddam Hussein "père et âme" du pays à la présidence de la République. Le résultat était connu d'avance.

Conséquences à la fois de l'embargo international imposé à l'Irak en août 1990 et de la mégalomanie d'un homme qui règne sans partage depuis 1979, une grande partie de la population irakienne est à la fois réduite à la misère, surveillée et terrorisée. Cette consultation ne pouvait donc pas avoir de signification démocratique.

> **"Saddam Hussein a été plébiscité par 99,90 % des voix. Deux invités étrangers étaient présents à Bagdad : le nationaliste russe Jirinovski et l'épouse de Jean-Marie Le Pen"**

Ajoutons à cela que le bulletin de vote portait de nombreux éléments permettant d'identifier l'électeur et que de ce référendum sont exclus près de 4 millions d'habitants des trois provinces du Nord sous contrôle des partis kurdes, et une partie de la population du Sud où existe une importante guérilla armée chiite.

En réalité, ce référendum n'apporte aucun changement significatif pour les Irakiens. Il est destiné à donner au dictateur irakien, confronté à de sérieuses difficultés, un semblant de légitimité et à montrer que la politique de sanction n'a pas affaibli son pouvoir. Cependant, au cours de ces derniers mois, les deux piliers du régime -son assise tribale et le premier cercle du clan familial- ont été ébranlés. Après les soulèvements des Chiites (55 % de la population irakienne) et des kurdes (20 % de la population) en mars 1991, le régime de Bagdad ne pouvait s'appuyer que sur la fidélité des trois tribus sunnites arabes. Or, depuis l'année dernière, plusieurs émeutes et complots conduits par des chefs militaires appartenant à ces tribus ont réduit l'assise "populaire" du régime.

Embargo prolongé

Avec la défection du général Hussein Kamel, cousin et gendre de Saddam Hussein, considéré comme le père du programme d'industrialisation militaire de l'Irak, c'est le cercle des fidèles les plus proches qui se délite.

Ces événements se produisent au moment même où l'éventualité d'une levée de l'embargo paraissait possible. En outre, les révélations sur les programmes d'armement nucléaire, biologique et chimique dissimulés par Bagdad, ont renforcé les Américains dans leur volonté de différer la levée de l'embargo pétrolier. La France qui misait sur l'éventuelle levée de cet embargo, depuis qu'Alain Juppé a reçu officiellement, fin 1994 à Paris, le vice-président irakien Tarek Aziz, semble avoir perdu toute initiative en ce domaine et toute capacité d'influencer le cours des événements. Le rapport de la commission spéciale des Nations Unies du 13 octobre risque de prolonger pour longtemps l'embargo.

Isolé et discrédité, le président irakien essaie de renforcer le rôle du parti Baas (au pouvoir à Bagdad depuis 1968 et dont l'influence avait été grandement réduite depuis quelques années au profit des militaires et du clan du président) afin de s'accorder une apparence démocratique, notamment vis-à-vis de l'étranger. Le référendum constituerait donc la première phase de cette nouvelle donne politique. Face à cette perspective, même si elle se révèle exacte, l'opposition exige des élections libres avec la participation de tous les courants politiques. Un tel objectif pourra-t-il se réaliser tant que Saddam Hussein restera au pouvoir ?

Karim Pakzad



"Dire la vérité, donner du sens"

On les disait blasés, rentrés dans le rang, peu intéressés par le devenir de leur parti mais décidément les éternels pessimistes ont dû revoir leurs pronostics à la hausse. Les militants sont venus, ils ont voté et ils l'ont fait avec sérieux sans céder à un œcuménisme qui ne leur était pas demandé avec la volonté, pourtant, de ne pas laisser retomber le souffle de la campagne, de s'inscrire dans un processus de reconquête et de renouveau.

Sur le choix de leur Premier secrétaire, sur des questions essentielles touchant à la démocratie interne, les citoyens-militants, pour la deuxième fois, sont intervenus directement et se sont exprimés.

Cet exercice est suffisamment rare dans la vie politique de notre pays pour que, cette fois encore, il soit relevé et considéré comme le symbole d'un nouveau départ.

Les 15 questions concernant les réformes de structure, sans nul doute, permettront de prendre en compte de nouvelles aspirations et d'être plus en phase avec notre société et notre temps.

Elles ont toutes été approuvées, même si la question n° 8 a reçu un accueil plus nuancé qui justifiera dans son mode d'application une prise en compte des réticences formulées.

Les questions portant sur les thèmes à aborder dans le débat futur ont démontré que les idées ne manquaient pas et que ce processus, loin d'être un aboutissement, constituait un point de départ.

Avec une participation supérieure à 66 %, bien au-delà des prévisions, les militants ont approuvé à 94,17 % la désignation de Lionel Jospin comme Premier secrétaire, prolongeant par le bulletin de vote la dynamique de la campagne présidentielle.

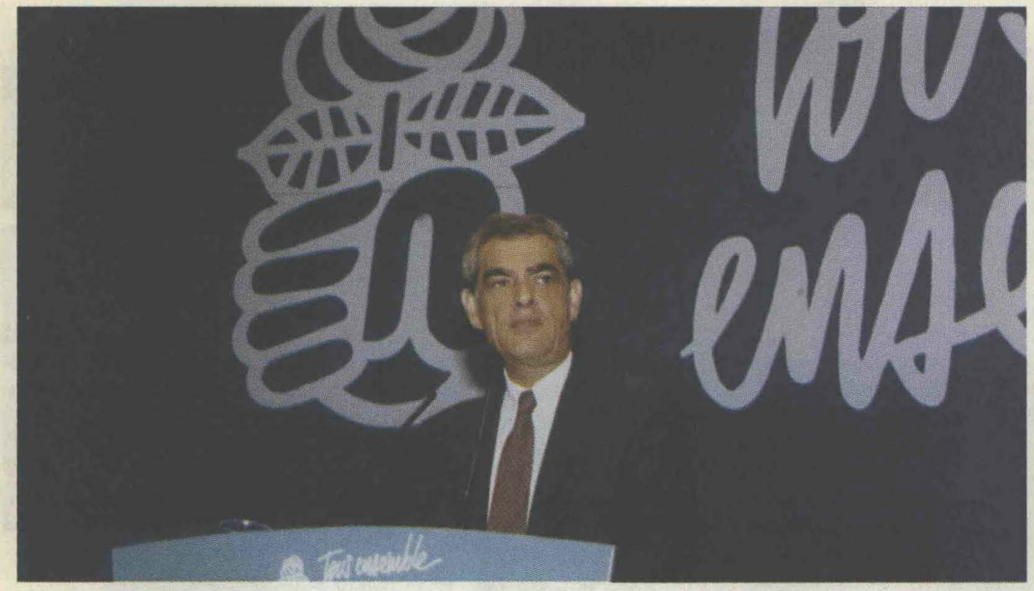
Avec Henri Emmanuelli qui me manifesta sa confiance, j'ai vécu des moments qui ne s'effaceront pas. Je mesure ce que nous lui devons. Avec Lionel Jospin, je sais que nous serons en pleine capacité et en ordre de marche face aux rendez-vous qui s'annoncent. Je ressens la fierté et l'enthousiasme de faire, avec lui, avancer notre histoire.

Jean-Pierre Bel

DE GAUCHE À DROITE AU PREMIER PLAN, François Hollande, Adeline Hazan, Lionel Jospin, Daniel Vaillant, Elizabeth Guigou, Alain Claeys.
AU 2E PLAN : Alain Bergounioux, Harlem Désir, Pierre Moscovici, Jean-Christophe Cambadelis, Sylvie Guillaume, Bernard Roman, Laurence Dumont.
PUIS : Gérard Le Gall, Bernard Poignant, (Président de la FNESR), Manuel Vals, Ahmed Ghayet, Jean-Louis Cottigny, Jean-Pierre Bel.
EN MÉDAILLON : Pierre Guidoni, Véronique Neiertz, Fréderique Bredin, Vincent Peillon.



Intervention de Henri Emmanuelli

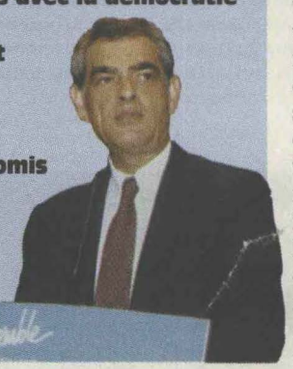


(...) En un an notre parti est redevenu le premier parti de France, le pivot incontournable de toute alternance, la formation politique vers laquelle se tourneront les Français désabusés ou malmenés par les promesses non tenues par la droite. La campagne présidentielle est passée par là, la campagne municipale aussi. Mais j'ai également la faiblesse de penser que l'affirmation de la nécessité d'un coup de barre à gauche, affirmée lors du congrès de Liévin, n'y a pas été indifférente. Que les incrédules qui se réjouissent aujourd'hui de ce que le PS soit redevenu le seul parti politique qui a une cote positive dans l'opinion -je dis bien le seul- aient la curiosité de regarder ce qui s'est passé tout au long de l'année, de ce point de vue. Et ils pourront constater que déjà, après le congrès de Liévin, dont je ne fais ni l'alpha ni l'oméga, mais qui avait une tonalité politique marquée même si elle n'était pas toujours vraiment partagée et parfois même raillée, les choses s'étaient déjà notoirement redressées.

Parce qu'en réalité, le coup de barre à gauche dont je proclamais la nécessité était avant tout la manière d'exprimer ce qui doit toujours rester nos deux axes fondamentaux : le rassemblement de la gauche et la priorité au social, et aujourd'hui plus que jamais parce que, nous le savons, il est fortement menacé. Nous n'avons pas vocation à être uniquement le parti des salariés, comme on m'a parfois reproché de l'avoir dit bien que je ne l'ai jamais fait, mais si tel pouvait être le cas, et même en abandonnant 15 à 20 % de cette catégorie à d'autres classifications, je ne m'en plaindrais pas. Imaginez : cela ferait encore plus de 60 % de la population active !

En un an, nous avons réaffirmé notre volonté d'une Europe forte sachant concilier les exigences du marché et celle du bien-être social. Mais nous avons aussi dit notre inquiétude quant aux évolutions en cours qui font la part belle au marché et réduisent le social et la démocratie à la portion congrue. Nous avons dit aussi, même si le propos a fait grincer ou a été mal interprété, qu'il fallait politiser le combat politique intra-européen. Le compromis avec la démocratie chrétienne pour le fonctionnement des institutions ne doit pas devenir un compromis sur le plan politique. Si la gauche européenne, si le Parti socialiste européen ne construit pas et n'impose pas sa vision de la construction européenne, la gauche française se détachera de l'idéal européen et ira gonfler par amertume, par déception, le front du refus dont l'importance ne cesse de croître. C'est ma conviction et mon inquiétude et il faudra bien être clair, dans les mois et les années à venir, sur ce sujet-là.

> « Le compromis avec la démocratie chrétienne pour le fonctionnement des institutions européennes ne doit pas devenir un compromis sur le plan politique. »



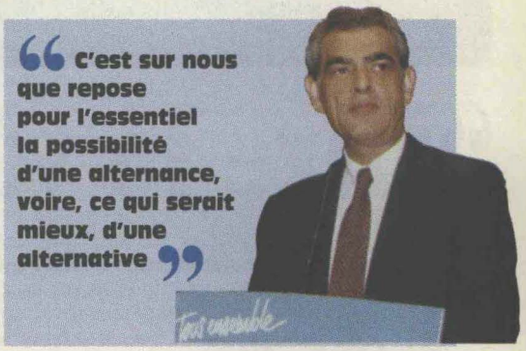
Nous avons aussi, sur un autre plan, réaffirmé sans discontinuer notre souhait de voir tous les États respecter les droits de l'homme et des peuples, les droits des femmes. Et sur ce point la récente évolution des relations franco-algériennes n'est pas sans nous inquiéter.

Bref, nous avons essayé d'inscrire notre action dans la continuité et la fidélité de nos idéaux.

En un an et demi, nous avons organisé une opposition résolue à la droite et aux excès du libéralisme économique mondial qui représente une réelle menace pour le bien-être social. Entre la culture de gouvernement que nous ne pouvons oublier, nous avons fixé des positions, exprimé des choix. Comme l'ont fait d'autres avant nous, comme nous l'avons encore fait mardi dernier, aux côtés des grandes centrales syndicales, nous nous sommes battus pour la protection des acquis d'un siècle de combats politiques et sociaux, pour le maintien du service public, pour la défense de la Sécurité sociale, pour la laïcité de l'école et de l'Etat, pour la conquête de nouvelles avancées, de nouveaux droits au bénéfice des plus faibles, des plus défavorisés, de tous ceux qui travaillent et n'en tirent pas la juste récompense. Je ne doute pas que cette attitude demeurera la nôtre. La continuité et la fidélité à nos idéaux constituent également une des conditions d'une rénovation authentique.

En un an et demi, nous avons assaini nos comptes, comme je l'avais déjà fait en liquidant Urba en 1989 et en créant une association de financement, aujourd'hui disparue puisque la loi a de nouveau changé. Grâce à la compétence d'Alain Claeys qui a pris cette tâche à bras le corps et dans des conditions très difficiles, nous avons évité, en gérant au mieux, le pire pour notre parti. Même si cela est une considération que le grand public ignore, nous avons sauvegardé l'existence de notre siège sans brader ce patrimoine cher à la mémoire de la gauche et reclassé, sans le moindre licenciement, plus de trente de nos permanents, tout en maintenant l'activité de notre organisation (...).

> « C'est sur nous que repose pour l'essentiel la possibilité d'une alternance, voire, ce qui serait mieux, d'une alternative »



Pour tout cela, je remercie l'équipe que j'avais réunie autour de moi dans un contexte qui n'était pas facile. Elle n'a pas démérité. Elle a même souvent fait un travail exemplaire au cours d'une année fort mouvementée et je ne voudrais pas que cela soit oublié (...).

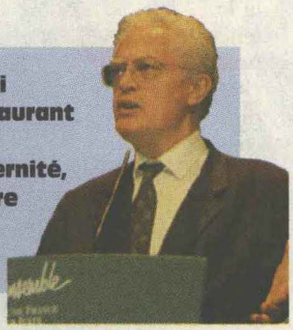
Oui, mes camarades, nous avons besoin de rénover notre parti, d'être l'élément moteur de la reconstruction de toute la gauche, parce que c'est sur nous que repose pour l'essentiel la possibilité d'une alternance, voire, ce qui serait mieux, d'une alternative (...).

Ce dont nous allons avoir besoin c'est d'une pensée libre et courageuse qui ne confonde pas les moyens et les objectifs comme c'est si souvent le cas. Connaissant notre intelligence individuelle et collective, je ne doute pas de la capacité de notre pensée. Mais je le dis bien fort, le plus difficile sera le courage. Parce que notre époque en est cruellement dépourvue. Jaurès ne s'y était pas trompé qui le plaçait en principe essentiel de sa célèbre devise. Et à vrai dire, mais peut être est-ce aussi un peu l'émotion, depuis plus de vingt ans que je milite dans cette famille politique dont je suis fier, je n'avais jamais autant pris l'exacte mesure de cet impératif.

Intervention de Lionel Jospin

Je ne reviens pas à la tête du Parti socialiste comme on prend un pouvoir, mais pour assumer une mission politique. Je viens avec la volonté de faire renaître des débats au sein de notre formation. J'ai toujours eu le goût des idées, la capacité d'écouter les autres, le désir de convaincre. Je ne m'intéresse pas aux jeux de pouvoir ni aux positionnements tactiques, mais je respecte la diversité et la sincérité des convictions.

Je travaillerai avec tous en restaurant l'esprit collectif, un climat de fraternité, l'envie de débattre pour élaborer en commun. C'est là le meilleur de la tradition de gauche, et il nous faut pleinement renouer avec elle.



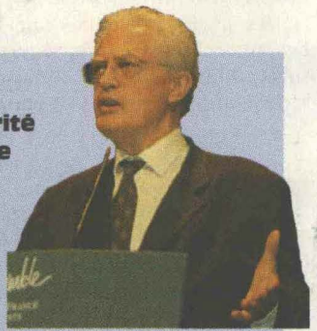
> « Je travaillerai avec tous en restaurant l'esprit collectif, un climat de fraternité, l'envie de débattre pour élaborer en commun. »

Je n'ai que faire des délits supposés de la présidentialisation, là n'est pas ma culture, mais j'entends exercer pleinement mon rôle de leader dans le cadre de nos élaborations communes, parce que c'est ce qui a été souhaité par nos adhérents et par vous, et que c'est, me semble-t-il, de notre intérêt collectif.

Le Parti socialiste n'est pas toute la gauche. Des millions d'hommes et de femmes, non pas éloignés mais différents de nous, m'ont fait confiance dans les semaines denses d'une campagne difficile. Je leur dois une fidélité et une liberté de pensée auxquelles je ne veux pas me soustraire.

Nous allons d'abord nous rassembler, et nous avons commencé à le faire. Peut-être parce que nous sommes las, tous et chacun, des querelles anciennes.

Il n'y a pas d'opposition sans propositions. Il n'y a pas de victoire que l'on puisse remporter sans convictions. Nous retrouverons la confiance des Français par notre façon d'être, par le comportement de nos responsables, mais aussi par la pertinence de nos propositions.



> « Dire la vérité est la première exigence aujourd'hui. Tout le pays est troublé parce que la dernière campagne présidentielle a vu la victoire de l'illusion politique »

Nous ne partons pas de rien. Les propositions que j'ai faites aux Français en votre nom ont éveillé un écho pendant la campagne, même si nous n'avons pas gagné, qu'il s'agisse de la réforme des institutions avec le quinquennat, des rapports nouveaux entre le gouvernement et le Parlement, de la façon de faire fonctionner collectivement l'institution exécutive, qu'il s'agisse de la lutte contre le chômage avec les propositions de diminution de la durée du travail, avec les grands programmes de création d'emplois, qu'il s'agisse de l'évolution de la protection sociale, qu'il s'agisse de la politique européenne, de la lutte contre la spéculation internationale dont nous parlions tout à l'heure.

Les trois grands thèmes de réflexion proposés à nos adhérents et approuvés par eux, fournissent à mon sens un bon cadre de travail, parce qu'ils concernent les grandes interrogations, les grandes contradictions de la période.

D'abord, la mondialisation. Elle ne peut être niée ou éludée, mais il faut dire comment l'aborder, quelles régulations proposer hors du cadre national, comment utiliser en même temps le cadre national pour agir, comment poursuivre la construction européenne afin que celle-ci ne soit pas le premier pas vers la dilution dans un espace mondial dérégulé, mais au contraire, un cadre d'organisation de cet espace et un point d'appui pour défendre des acquis, des valeurs et des projets. Ensuite, la redistribution, comme instrument de justice sociale mais aussi de politique économique.

La coexistence chez nous du chômage, de la précarité de masse et de déficits publics, d'un endettement important, nous oblige à concilier une réflexion de rigueur et de justice.

Il faut donc définir une nouvelle politique économique qui rejette la fuite en avant dans le libéralisme ou le simple retour, qui serait très provisoire, au keynésianisme. Et cela oblige à poser la question de la redistribution dans un pays qui a, au cours de ces dernières années, à la fois accru sa richesse et le nombre de ses pauvres.

Enfin, la question des acteurs publics et de la démocratie.

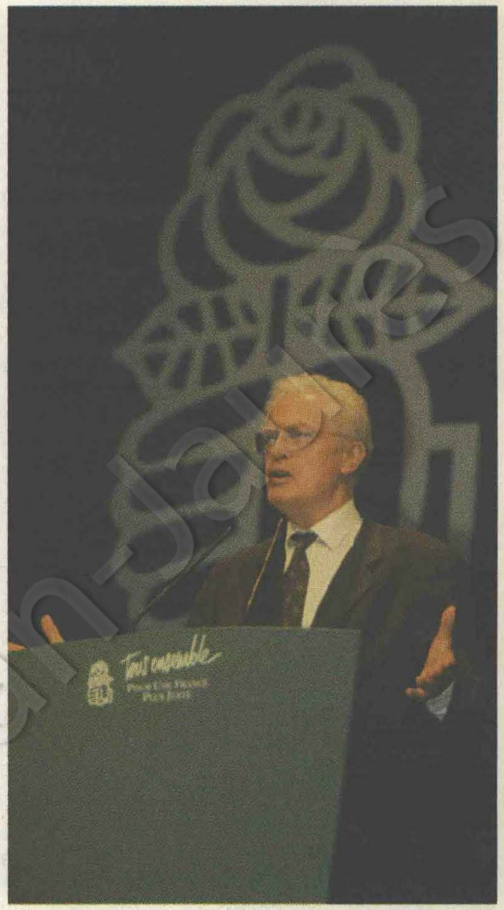
Là aussi, j'ai avancé des pistes dans ma campagne, dans la façon de nouer le dialogue avec nos concitoyens, dans notre volonté de faire vivre autrement les institutions, de travailler avec le mouvement associatif et avec les jeunes. Il faut préciser les valeurs, mais aussi les politiques concrètes autour desquelles refonder le pacte républicain et restaurer le sentiment d'appartenance à une communauté de destin.

Si nous voulons retrouver la confiance des Français, il nous faudra, et ce sont mes derniers mots, répondre à deux exigences :

- dire la vérité.
- donner du sens.

Dire la vérité est la première exigence aujourd'hui. Tout le pays est troublé parce que la dernière campagne présidentielle a vu la victoire de l'illusion politique. Aujourd'hui, l'illusion se dissipe, le pouvoir est le premier à en payer le prix, mais les conséquences peuvent être délétères pour toute la vie politique nationale.

Les Français, pour retrouver leurs repères,



ont besoin d'un langage de vérité. À nous de le tenir sans renoncer à la volonté d'agir. Donner du sens est la seconde exigence.

On dit que le gouvernement actuel se heurte à un problème de lisibilité politique tant il accumule de contradictions dans ses références et dans son action. Mais cette question du sens dépasse celle d'une mauvaise communication politique, ou même d'une contradiction entre le discours d'hier et la pratique d'aujourd'hui.

Conquérir la confiance des Français, c'est non seulement leur fixer un cap qui soit clair, mais c'est, face aux incertitudes actuelles, leur proposer une façon de vivre ensemble et un projet pour l'avenir qui provoquent leur approbation raisonnée et qui aient un sens pour eux, individuel et collectif.

Je termine, mes chers camarades, sur une question à la mode ces dernières semaines, celle des rythmes et des échéances.

Vont-ils s'accélérer ? Les gazettes bruissent de cette interrogation.

Je vous réponds que je n'en sais rien, mais il est clair que ce genre de spéculation n'est pas un bon signe pour le gouvernement !

Je dirai surtout : ne nous laissons pas tarauder par cette question. Agissons, travaillons, préparons-nous en vue des échéances prévues, parce que c'est l'attitude normale en démocratie.

Serons-nous prêts à ce moment-là ? J'en suis convaincu, si nous travaillons bien.

Serons-nous prêts avant, si les circonstances le veulent ? Eh bien, il le faudra bien.

Alors, commençons à travailler dès maintenant !

Je vous remercie.

Archives Parti socialiste



FRANÇOIS LECAT

Le peuple de ce pays, le 10 octobre (...), a plébiscité la défense et l'illustration du service public à la française. Si nous ne voulons pas être (...) les chiens qui aboient quand la caravane de l'histoire passe, prenons garde à bien mesurer l'importance nationale et internationale de cet événement.

Il ne s'agit pas seulement d'une importante grève de la fonction publique et des travailleurs des services publics, mais de l'approbation massive, raisonnée et réfléchie, par des couches très larges de la population, d'un mouvement que certains décrivaient comme nécessairement impopulaire et dont des politiciens (...) pensaient qu'il allait approfondir le fossé qu'ils imaginent entre secteur public et secteur privé.(...)

Malgré l'énorme matraquage libéral et européaniste (...), les citoyens de ce pays commencent à refuser cette fatalité qu'on leur propose, de voir disparaître toutes les garanties pratiques de leurs droits d'hommes et de femmes dans une construction européenne qui leur semble plutôt la destruction de la démocratie en Europe.

Les socialistes ont voté pour la rénovation de l'outil que constitue le Parti. Souhaitons que cet outil soit vraiment au service des travailleurs. (...)



BARTHÉLÉMY ALCANTARA

«(...) Nous pensions qu'un débat en profondeur aurait permis de régler les problèmes les plus criants en dépassant les clivages traditionnels et qu'un grand congrès de rénovation aurait rendu le Parti plus opérationnel sans interférer sur les futures échéances électorales. Une autre orientation a été choisie. Nous l'avons acceptée en commission parce que l'ouverture, le rassemblement et la rénovation sont nos choix fondamentaux.

(...) De nombreux militants n'ont manifesté qu'un intérêt poli vis-à-vis des thèmes proposés.(...) La réflexion socialiste se doit de tirer les conclusions et les leçons de notre expérience, de montrer notre capacité à trier entre ce qui est devenu une authentique culture de gouvernement et ce qui n'a été qu'une simple culture de renoncement. (...) Il faut construire une alternative réelle à la politique de ces dernières années. (...)

Nous souhaitons que notre Parti devienne la vitrine des pratiques démocratiques organisationnelles et institutionnelles que l'on entend mettre en place après la prise du pouvoir. (...)»

CATHERINE TRAUTMANN

«L'introduction de la démocratie directe, les votes en sections et cette Convention marquent une véritable révolution culturelle. Ce n'est cependant qu'une étape d'un parcours encore long. Quelles actions, quels enjeux proposer ? Décentraliser le Parti, organiser des forums d'initiatives avec ceux qui nous sont proches, ceux qui savent que notre Parti peut être porteur, fédérateur d'espérances, abandonner la pensée moyenne pour une réflexion radicale sur le partage du travail, de l'environnement, de la citoyenneté, voilà du pain sur la planche et les enjeux de notre transformation pour qu'elle porte la transformation sociale.

Lionel, je n'ai pas souhaité intégrer la direction du Parti. Il ne s'agit pas pour moi de refuser d'assumer la responsabilité collective qui est la nôtre. Une grande ville aujourd'hui requiert une présence quotidienne et c'est dans l'action sur le terrain, l'expérimentation sociale que je pense pouvoir être au mieux à tes côtés. C'est un choix de rigueur morale, qui témoigne de cette fidélité politique, qui permet les victoires collectives.»





AHMED GHAYET

«(...) La vraie question qui mérite d'être posée en ce qui concerne Khaled Kelkal est de savoir pourquoi et comment ce jeune qui était dans un processus positif a pu basculer dans la délinquance puis dans le terrorisme. (...)

En stigmatisant une population, en amalgamant terrorisme-musulmans, beurs-maghrebins, on a poussé une partie de cette jeunesse à assumer cette stigmatisation. En désertant le terrain des banlieues, les organisations de jeunesse, les mouvements d'éducation populaire, les partis politiques ont laissé les jeunes face au vide, social, culturel, idéologique et identitaire, vide comblé par des tenants de l'obscurantisme. (...)

Comment faire triompher la citoyenneté, comment replacer ces jeunes dans une trajectoire de réussite, comment lutter contre la relégation qui frappe le population des quartiers populaires, mais aussi comment redonner aux jeunes issus de l'immigration de réelles perspectives de participation politique ? C'est le défi que doit relever le Parti socialiste, ses dirigeants bien sûr au niveau national, (...) mais aussi ses élus au plan local. (...)»

FRANÇOIS REBSAMEN

«(...) Nous avons aujourd'hui l'impérieux devoir de répondre à la double demande des militants de nous opposer et de proposer. Je n'insisterai pas sur le devoir d'une opposition forte, résolue, sans concessions, bien qu'il soit peut-être nécessaire de le rappeler. Plus notre opposition sera forte, plus notre programme sera à la hauteur des objections de transformation sociale que nous devons porter. (...)

Aux trois thèmes de réflexion que la commission a proposés aux militants, il faut en soumettre un nouveau dont devraient se saisir préalablement l'ensemble des sections du Parti. Il consiste à répertorier les injustices, les inégalités et les privilèges dans la France d'aujourd'hui. (...) Une fois ce travail fait, il sera clair pour les Français que les injustices dénoncées par la gauche ne sont pas celles dénoncées par les tenants de la ligne ultra-libérale de Madelin. (...) Cette initiative nous permettra d'orienter notre réflexion programmatique future (...). »

Archives Parti socialiste



YVETTE ROUDY

«(...) A quoi sert aujourd'hui un parti socialiste ?

Il ne peut se limiter uniquement à gérer la répartition de sièges entre quelques-uns. Il doit s'occuper des élections, il faut qu'il le fasse avec la conscience que cela doit représenter l'ensemble des militants. J'ai retenu, Lionel, que tu t'engageais déjà à un progrès significatif à chaque élection. Cela me paraît une démarche pragmatique, sage, qu'il faudra préciser parce que, évidemment, la parité sans calendrier, cela ne signifie pas grand-chose. (...)

Le Parti a aussi une mission d'intégration sociale et de reconquête de notre électorat.(...) Il faut s'attaquer avec beaucoup de méthode à un travail de proximité. (...)

Au moment où les inégalités se creusent, où la pauvreté s'accroît, où l'on montre du doigt les faux chômeurs, ou les faux RMistes, pour justifier les difficultés sociales de notre pays, au moment où montent les intégrismes dans le monde, les socialistes ne peuvent se contenter d'évoquer simplement la démocratie ou la République. Il faut inventer un socialisme d'aujourd'hui, avec un message universel, et nous devons aller au-delà de la France, et proposer aussi une politique active pour les pays du tiers monde. (...)»



CLAUDE FLEUTIAUX

«(...) Nous venons d'accomplir un premier pas dans le sens de la revalorisation du militantisme, il faut aller plus loin. (...) Il y a une réticence des militants à admettre que leurs prérogatives puissent être réduites, alignées sur celles des sympathisants ou des électeurs de gauche. C'est une question importante car il y a derrière cela deux conceptions du Parti.

Dans un cas, opinion publique, électorat, militantisme, adhésion se confondent, on consulte, on sonde, mais les vraies décisions se prennent ailleurs, elles sont affaires d'experts.

Dans l'autre cas, qui a ma préférence, le militantisme est un rouage essentiel d'un processus d'élaboration collective d'une ligne politique. (...)

Comment allons-nous construire l'alternative à la droite ?

Notre raison d'être sera toujours en priorité le combat pour l'emploi. (...) Nous allons assister à une montée des luttes sociales et à un combat politique et social fort, un véritable bras de fer pour savoir qui paie le prix de la mondialisation. On ne pourra pas jouer les arbitres, il nous faudra choisir clairement notre camp, et c'est celui des salariés. (...) ».



CONSEIL NATIONAL

«C'est dans un esprit de rassemblement de l'ensemble des forces du Parti, dans un souci de continuité, mais aussi de renouvellement, avec la volonté d'une représentation féminine significative et avec aussi l'espérance, je dirai même la certitude, d'avoir une équipe de travail soudée et solidaire, que j'ai fait ces propositions au Conseil national. Nous allons poursuivre une action qui vient de loin, et je suis moi-même l'héritier ou le fils de militants et militantes de la gauche et du Parti socialiste, d'une histoire qui a été incarnée avec force à partir de 1971 par François Mitterrand, qu'il nous convient de prolonger, de renouveler aussi, afin que notre message prenne en compte les problèmes du siècle à venir, reste adapté aux difficultés qu'affrontent notre pays et notre peuple.»

Lionel Jospin

Après que le poste de Premier secrétaire a été attribué par le vote des militants, le Conseil national a approuvé à l'unanimité, moins deux abstentions, les propositions de Lionel Jospin.
Le Secrétariat national aura donc la composition suivante :

Lionel JOSPIN, Premier secrétaire
Daniel VAILLANT, Coordination , Elections
Jean-Pierre BEL, Fédérations
Alain BERGOUNIOUX, Formation
Frédérique BREDIN, Culture, Médias,
Jean-Christophe CAMBADELIS, Relations extérieures,
Alain CLAEYS, Trésorerie,
Jean-Louis COTTIGNY, Entreprises,
Harlem DESIR, Relations avec le mouvement social,
Laurence DUMONT, Droits de l'Homme,
Pierre GUIDONI, Relations internationales,
Elisabeth GUIGOU, Questions sociales,
Sylvie GUILLAUME, Droits des Femmes,
Adeline HAZAN, Questions de société,
François HOLLANDE, Porte-parole, Presse,
Pierre MOSCOVICI, Etudes,
Véronique NEIERTZ, Problèmes de la ville,
Bernard ROMAN, Animation et innovation interne,
Manuel VALLS, Communication.

Lionel Jospin a souhaité qu'un certain nombre de personnalités, de camarades soient invités au Bureau national du Parti. Il s'agit de :

Martine AUBRY
Jacques DELORS,
Henri EMMANUELLI,
Jack LANG,
Michel ROCARD,
Dominique STRAUSS-KAHN

Par ailleurs, participeront aux travaux du Bureau national :
Laurent FABIUS, Président du Groupe socialiste à l'Assemblée nationale,
Michel DELEBARRE, Président du Groupe des experts,
Pierre MAUROY, Président de l'Internationale socialiste et membre du Bureau national.

Trois délégués sont nommés auprès du Premier secrétaire :

Gérard LE GALL pour les études politiques,
Ahmed GHAYET pour l'intégration et les contacts avec la jeunesse issue de l'immigration,
Vincent PEILLON pour la réflexion sur les débats contemporains.

D'autres délégations seront confiées dans les semaines qui viennent à des camarades pour que le Parti puisse assumer l'ensemble de ses responsabilités.

Fondation Jean Jaurès

Résultats du vote

Le nombre d'inscrits était de 102 999
le taux de participation s'élève à 66,36 %
Les résultats qui suivent sont exprimés en pourcentage

Question n° 1 : Souhaitez-vous que Lionel JOSPIN devienne Premier Secrétaire du Parti Socialiste ?

94,16 OUI **2,07** NON **3,77** ABSTENTION

LES IDÉES : DÉBAT ET DIALOGUE

Question n° 2 : Approuvez-vous la démarche globale et les thèmes qui vous sont proposés pour conduire notre réflexion collective ?

90,66 OUI **2,51** NON **6,83** ABSTENTION

Question n° 3 : Quels thèmes souhaitez-vous ajouter à ceux qui vous sont proposés ?

Il est assez difficile à cet instant de faire une synthèse précise qui ne frustre personne. Une Commission ad hoc aura à se prononcer sur le libellé exact des thèmes retenus, mais on peut penser, au travers des résultats dont nous disposons, que nous aurons à nous interroger à titre d'exemple, sur des questions de société : santé, sida, toxicomanie, le contenu des relations sociales et notamment la place du syndicalisme, la laïcité, l'école et l'éducation. Il y a eu aussi, au travers des réponses à cette troisième question, un souci très affirmé de poursuivre le travail commencé sur la rénovation du Parti. Rapport de J.-P. Bel

Question n° 4 : Etes-vous favorable à ce que le Parti Socialiste participe à la constitution d' "espaces de coopération" avec toutes les forces de gauche et les écologistes autour de discussions sur des thèmes communs et d'actions concrètes sur des objectifs identiques ?

90,74 OUI **2,89** NON **6,38** ABSTENTION

LE PARTI : DÉMOCRATIE ET OUVERTURE

Question n° 5 : Approuvez-vous l'élection des principaux responsables du Parti (Premier Secrétaire National, Premiers Secrétaires Fédéraux, Secrétaires de Section) au scrutin direct et secret par tous les adhérents ?

92,32 OUI **3,22** NON **4,46** ABSTENTION

Question n° 6 : Approuvez-vous ce nouveau mode de désignation du Conseil Fédéral ?

81,84 OUI **7,23** NON **10,92** ABSTENTION

Question n° 7 : Approuvez-vous ces nouvelles dispositions destinées à faciliter l'adhésion ?

83,68 OUI **7,99** NON **8,33** ABSTENTION

Question n° 8 : Approuvez-vous la suppression du délai de six mois d'ancienneté pour voter ?

55,79 OUI **34,11** NON **10,10** ABSTENTION

Question n° 9 : Approuvez-vous la constitution d'organisations thématiques au sein du Parti ?

80,48 OUI **6,57** NON **12,96** ABSTENTION

Question n° 10 : Approuvez-vous l'inscription dans les statuts de l'objectif de parité hommes / femmes ?

74,98 OUI **11,59** NON **13,43** ABSTENTION

Question n° 11 : Approuvez-vous la proposition de calculer désormais la représentation des Fédérations sur la base du nombre d'adhérents effectifs?

87,95 OUI **5,11** NON **6,94** ABSTENTION

Question n° 12 : Approuvez-vous ces dispositions destinées à abaisser et à harmoniser le prix des cotisations ?

88,92 OUI **4,15** NON **6,93** ABSTENTION

Question n° 13 : Approuvez-vous ces mesures tendant à renforcer la participation des sympathisants à l'activité du Parti ?

73,08 OUI **15,86** NON **11,06** ABSTENTION

Question n° 14 : Approuvez-vous cette proposition de participation plus grande des jeunes à la vie du Parti ?

92,96 OUI **2,11** NON **4,93** ABSTENTION

Question n° 15 : Approuvez-vous la création de nouveaux organismes associés au sein du Parti ?

65,64 OUI **15** NON **19,36** ABSTENTION

Question n° 16 : Approuvez-vous la création d'un Comité Economique et Social auprès du P.S. ?

81,98 OUI **6,64** NON **11,38** ABSTENTION

Question n° 17 : Approuvez-vous la réalisation d'une charte éthique qui engage tous les militants du Parti ?

88,56 OUI **3,47** NON **7,97** ABSTENTION

Question n° 18 : Approuvez-vous la nécessité de clarifier le rôle, la place et la contribution des élus vis à vis du Parti ?

93,77 OUI **1,53** NON **4,70** ABSTENTION

Collection Jaurès

MAIRIE DE VAUVERT
11 000 habitants

recrute son Secrétaire général dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux.

MISSIONS :
- direction et coordination des services
- préparation, mise en œuvre et suivi des décisions municipales
- supervision et coordination des finances, avec notamment la mise en place de la M14
- aptitude à la direction et à la gestion des ressources humaines

PROFIL :
- bonne connaissance des finances publiques, du statut du personnel et de l'urbanisme
- disponibilité et sens des responsabilités
- formation juridique souhaitée

CONDITIONS :
- conditions statutaires et régime indemnitaire

Poste à pourvoir au 1er janvier 1996

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV + photo à l'attention de : Monsieur le maire de Vauvert - Place du 8 mai 1945 - 30 600 Vauvert.

Vous recrutez :

LE RELIEVE Vendredi

Contactez-nous au 45 56 79 03

MONTIGNAC
La Ville au Grand Cœur

Commune touristique DORDOGNE, 3 000 habitants, recherche

ATTACHÉ

pour fonction secrétaire général spécialisé secteur droit administratif et gestion.

Tél : 53 31 83 73 - Fax : 53 50 88 95 ou envoyer votre candidature à l'adresse suivante : Mairie de Montignac - 24290 Montignac.

☞"De toi à moi"✍

E M P L O I

■ **H 30 ans, Sciences-Politiques Paris, maîtrise de droit - 4 ans d'expérience dans les secteurs logement, politique et social, cherche un poste de directeur de cabinet, assistant parlementaire, chargé de mission.**
Tél : 45 77 53 23 (répondeur).

■ **Jeune homme, 30 ans, étudiant en médecine, recherche place commerciale dans industrie pharmaceutique.**
Tél : 46 06 40 32.

■ **Ex-attaché parlementaire, exp. coll. locales, dévelop. éco, soc. cult, comm, relat. publiques, ch. urgt. poste contractuel ds coll. locale et publ locale, secteur assoc. ou privé, grande dispo. préf. Bretagne - Grand ouest-Paris**
tél : 96 70 34 49 (rép.).

■ **Directeur de cabinet, ancien assistant parlement, élu et militant, cherche poste contractuel au nord de Paris, région Nord-Pas-de-Calais de préf.**
Tél : 27 82 73 26.

■ **Ingénieur, traitement des eaux, 30 ans, 4 ans d'expérience en études et conseils en environnement, recherche poste en bureau d'études ou collectivité.**
Tél : 49 88 70 81.

■ **JH, 26 ans, Bac + 4, Sc. Po., ch. poste rédacteur territorial (liste d'aptitude) tous domaines, toutes régions.**
Tél : 47 50 09 61.

■ **D'origine chilienne, je vous propose des cours d'espagnol pour tous niveaux. Paris ou proche banlieue.**
Tél : 48 37 23 72 après 20 H.

■ **Prof. de math, 6 ans d'expérience, préparant l'agrégation, donne cours de la seconde au Deug. Paris uniquement.**
Tél : 42 54 46 89.

■ **Etudiante en 3e cycle donne cours de physique-chimie-anglais de la 6e à la seconde.**
Tél : 42 54 46 89.

■ **Etudiante recherche garde de personnes âgées, soutien scolaire, ménage. Disponible le soir à partir de 18h30 et les week-end, sur Paris et proche banlieue exclusivement.**
Tél : 42 52 51 05.

I M M O B I L I E R

■ **93 St-Denis - Je vends F2 tout confort, cuisine aménagée, habitable sans frais, faibles charges, 395.000 F.**
Tél : 48 09 95 12.

■ **À vendre, maison de village, à prox. de l'A 75, à 4h de Paris : séjour, cuisine avec cheminée, 3 chambres + 1 mansardée (avec 2 cheminées), 1 salle d'eau, 1 WC, très grande cave. Prix : 230.000 F. Tél : 73 89 03 71.**

votre annonce de 5 lignes pour 200 F, 3 passages 500 F

Retourner le texte de votre annonce en caractères d'imprimerie accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Vendredi

à Vendredi, service publicité, 10 rue de Solferino 75 333 Paris Cedex 07.
Tél : 45 56 79 03

Écrivez votre texte ci-dessous : max. 245 signes

Fondation Jean-Jaurès

COUP de CŒUR et de CROC

UNE CURIEUSE PUB

«Si la mère de vos enfants songe soudain à un autre métier que mère de vos enfants, ne cherchez pas, c'est la «5». Voilà la pub qu'on peut lire dans le métro parisien, signée Agence DDB. D'abord, c'est incompréhensible. Ensuite, c'est un appel très «Elizabeth Hubert» pour le retour des mamans aux fourneaux. On attend des explications de la «Chaîne du savoir».

PHOTOS D'UNE SOLUTION FINALE NIÉE

Voyage photographique dans le temps (80e anniversaire de l'holocauste arménien), reportage d'une solution finale toujours niée par les Turcs, 30 ans avant celle des nazis (1). Pas de haine, pas de revendication : un témoignage pour la mémoire. Les Arméniens aussi disent «souvenez-vous».

(1) Images de notre siècle : «Le génocide arménien». Galerie Edgar Faure. Toit de la Grande Arche. La Défense - jusqu'au 1er novembre.

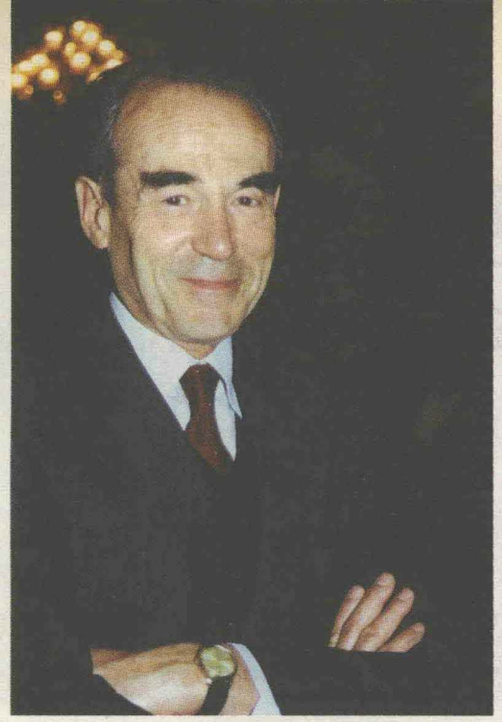
DANSE AVEC LES CHEVAUX

Zingaro, cela veut dire en espagnol «Tsigane». La troupe des Zingaros, dirigée par Bartabas, c'est 48 cavaliers et 28 montures, tous danseurs. Bartabas s'est installé à côté de Lyon, dans un hippodrome. C'est le lieu idéal pour cet étincelant spectacle, «Chimère» (1), sur des musiques du Rajastan et du percutionniste Jean-Pierre Drouet, qu'on appelle «opéra équestre». Epoustouflante chorégraphie «centaurienne» sur le thème d'un Don Quichotte qui danse avec les chevaux.

(1) Hippodrome de Pantilly - avenue Mendès France. Bron. Tél : 78 00 45 45 Jusqu'au 28 octobre.

TOURISME ET NOSTALGIE

Les autorités bavaroises veulent ouvrir un hôtel sur le nid d'aigle d'Hitler, à Berchtesgaden, pour que cela ne devienne pas «un lieu de pèlerinage pour les nostalgiques» nazis. Comme le maire de Predippio qui veut faire de la maison natale de Mussolini un musée, «non pour attirer les nostalgiques, dit-il, mais pour le tourisme». Comment différencier un touriste d'un «nostalgique» ? Expulsera-t-on les nazo-fachos de l'hôtel de Berchtesgaden et du musée Benito ? Chez nous, Le Pen manque vraiment d'idées.



Le théâtre po

Loin des prétoires, Robert Badinter lutte toujours contre l'injustice et l'intolérance avec sa première pièce, C.3.3.

Il est une des consciences de la gauche. Modestement, il n'en convient pas. Robert Badinter, avocat, *«Il y a longtemps. Je ne plaiderai plus.»*, garde des Sceaux, abolisseur de la peine de mort et sénateur socialiste des Hauts-de-Seine.

Lutte pour la justice, contre l'intolérance. Ses raisons d'être. Et celles de sa pièce, C.3.3. (1). Elle est née dans un train, alors qu'il lisait les «Verbatim» (non, pas Attali) du procès Wilde. *«Je me suis offert le plaisir du théâtre.»* Plaisir d'une pièce de 12 heures *«Auprès de laquelle Claudel est un impromptu.»* Il en rit aujourd'hui : *«Techniquement immontable! 140 rôles... Changements de lieux multiples, avec des chœurs qui scandaient. Et imaginez un directeur de la prison expliquant l'architecture carcérale pendant un quart d'heure. Je me disais :"De toute façon, ça ne sera jamais joué!»* Ça l'a été, réduit à 2 heures.

- J'aurais aimé voir votre version longue en Avignon...

- Elle va bien telle qu'elle est. Les spectateurs n'en supportent pas plus, m'a dit Lavelli.

- Savez-vous que cette saison, on va jouer 4 versions du «Tartuffe» , est-ce un signe des temps, avec l'affaire Juppé?

-Sûrement, les gens en ont conscience.

- C.3.3. est aussi une œuvre sur l'hypocrisie ?

-S'ils se contentaient d'être hypocrites, pour Wilde. Mais c'est de l'acharnement judiciaire. Dans la société victorienne, l'univers carcéral est un instrument de discipline.

- En France, on est plus avancé. La législation ne reconnaît pas le délit d'homosexualité...

- A l'époque où Wilde est jugé, on vient d'inventer le sursis et on commence à vider les prisons. La fureur carcérale s'est apaisée. Sous Victoria, il est passé plus de un million de détenus dans les prisons.

Mais de la France, terre d'asile pour les homos british, Wilde ne voudra pas profiter. Il veut faire face. Il est bien le seul...

- Pendant l'année qui suivit la condamnation de Wilde, il y eut une masse de gentlemen anglais au Café de la Paix. Un exode.

Oscar aurait-il été victime de la lutte des classes ? Oui, dans une ceraine mesure, pense Badinter. Le père Queensbury est lord et riche. Wilde, fils d'un petit toubib ne vit que de ses pièces. Mais surtout, le Premier ministre Roseberry avait lui-même une fâcheuse liaison homo. Victoria l'aurait-elle su que la carrière de Roseberry eût été brisée. Mieux valait faire chuter Wilde.

- Roseberry avait nommé pair d'Angleterre son charmant officier des gardes. Un malheur pour Wilde, car il ne le savait pas.

Il ne fut jamais inquiété. Non plus que l'amant «Bosie» Douglas Queensberry. La loi de 1885, qui a condamné Wilde, avait été faite non contre les homosexuels mais pour protéger les mineures contre les abus de leurs maîtres.

- Comme pour «l'affaire Sarah», que vous avez gagnée avec votre Comité ?

- Surtout l'opinion. On ne peut pas dire que c'est grâce à Gisèle Halimi ou moi. Cela s'est aussi arrangé à l'amiable. Mais ce n'est pas fini. Il y a un avertissement :«Si on vous pelote, ne tuez pas. Si on vous agresse, soyez prudente !»

«Je n'aurais pas pu plaider pour Wilde. Sa seule défense possible, c'était de dire : Oui, je suis homosexuel et alors ?»

- Il y a peu de plaidoirie dans C.3.3. ?

- Je ne peux en mettre partout ! Il y en a une sur la peine de mort.

- Exact. A l'acte 4, un plaidoyer poignant dans la bouche d'un gardien. Qui fait songer à votre livre «l'Exécution». Avec C.3.3, n'avez-vous pas voulu plaider à la place de Me Clarke, l'avocat de Wilde qui avait, mentionnez-vous , «des sourcils en bataille», comme vous ?

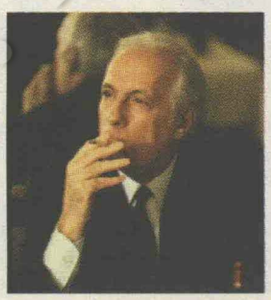
- C'est en vieillissant qu'ils ont poussé ! Non, je n'aurais pas pu plaider pour Wilde. Il a choisi. Il a cru qu'il s'en sortirait. Sa seule défense possible, avec tous ces témoins, c'était de dire : «Oui, je suis homosexuel et alors ? « So what? Je ne l'aurais pas défendu. Il était fichu d'avance et par sa faute...»

Curieux. On dirait que Robert Badinter n'aime guère l'homme Wilde. Qu'il préfère abstraitement la cause de l'injustice.

- On dit que Wilde a perdu en passant du théâtre au prétoire. Vous, vous passez du prétoire au théâtre. N'est-ce pas le même risque à l'envers ?

-Je ne crois pas. Le public le dira.

Cinéma "Nelly et Mr. Arnaud"



Le café est un des lieux favoris de Claude Sautet. Assez souvent, il y a remarqué de vieux messieurs avec des jeunes femmes. Tout est parti de là. Le réalisateur des «Choses de la vie», de «Vincent, François, Paul et les autres» et d'«Un cœur en hiver» aime filmer les êtres qui se rencontrent, leurs sentiments contradictoires, les hésitations du cœur et du corps.

Nelly (Emmanuelle Béart), une jeune femme de vingt-cinq ans sur le point de se séparer de son mari, rencontre, dans un café, Mr. Arnaud (Michel Serrault), un juge retraité et riche. Michel Serrault et Emmanuelle Béart forment un curieux mélange. L'émotion pudique et l'humour froid face à la sensualité rentrée. On regrette seulement que leurs tics d'acteurs soient quelquefois un peu trop perceptibles.

Elle a des dettes, il s'ennuie. Il lui propose de venir chez lui taper le texte d'un roman qu'il a écrit. Claude Sautet installe alors ces deux solitaires, qui ont du mal à vivre, dans un huis-clos. Son habileté consiste à laisser planer, tout au long du film, une incertitude constante. Mr. Arnaud n'a-t-il que des sentiments platoniques, ou bien son rêve va-t-il plus loin ? Nelly ne l'aime-t-elle que comme un père ? Selon la réponse, on peut voir dans ce film deux êtres qui réussissent à aller l'un vers l'autre, ou bien la tragédie d'un amour impossible.

C.P.

ur la justice

Hier, il a aimé et c'était le public payant.

Apparemment, le sénateur Badinter, dont Jean Daniel dit que «sa séduction est à la limite de l'insolence» -deux mots qu'on accole à Wilde-, ne milite pas à l'intérieur du PS. Est-ce un choix ? Il sourit.

-Je milite à ma place. Je ne tiens pas à faire partie des dirigeants. J'ai mon rôle au Sénat.

- La bataille des Hauts-de-Seine ? La Fac Pasqua ? Prudent, il répond...

- Je suis en train d'étudier le dossier sur le plan juridique, comme une injustice. Mais ne mélangeons pas les genres !»

- On est au théâtre...

- *Oui.*

(1) Edité par «Actes Sud». Précédé d'«Oscar Wilde ou l'injustice».

Jean Vermorel

«C.3.3.» : La chute annoncée d'Oscar

Un nouvel auteur est né. Son thème depuis toujours : l'injustice. L'exemple le plus frappant : dans un siècle tartuffe où les jeunes gens d'Oxford s'adonnaient à une normale homosexualité, Oscar Wilde, pourfendeur mordant de la société victorienne, est condamné pour une quasi-raison d'Etat à deux ans de prison qui le briseront à vie. Alors qu'il n'avait agi qu'avec des «adultes consentants». Selon Badinter, la meilleure façon de révéler cette hypocrisie, c'était une pièce de théâtre. Il en avait fait 12 heures, réduites à deux heures, avec la complicité de Jorge Lavelli : «C.3.3», matricule du condamné Wilde. Badinter y interroge le 19e siècle pour comprendre notre fin de siècle aussi hypocrite que l'autre.

Un sujet fort

Début secouant : une scène crue, documentaire, une scène à la Kubrick. Dans un carré de lumière anatomique, c'est l'humiliation de Wilde emprisonné, lui, le prince-esthète du théâtre. Nu, zizi à l'air, tondu, lavé dans une baignoire crasse, un toubib lui ouvrant les fesses, ce qui fait frémir le public. Roland Bertin y est hallucinant de naturalisme. C'est un flashback. Vient après, ce que l'on nomme une rupture de ton. On saute à la tragi-comédie. Une litanie de personnages débarquent. 44 en tout, joués par 14 acteurs. Confus pour les spectateurs, (qui est qui ?) limpide pour les wildiens. Même G.B. Shaw est de la partie. Mais le dispositif scénique (décor de Lagarto) est parfait. Un bureau s'enfonce dans la scène et devient une piscine où l'amant enfantin «Bosie», Lord Douglas, «gabouille» avec son voilier et où trempent les pieds d'Oscar. On découvre que Wilde est tombé dans un piège. Il a attaqué en diffamation le papa de son «Bosie», Lord Queensburry, oui, celui des règles de la boxe, un parano qui le disait publiquement «poseur sodomite». On est en 1895, l'année de «l'arroseur arrosé». Wilde est arrosé. Il devient l'accusé. De «gross indecency», acte obscène avec une personne du même sexe. Après l'avoir adulé, la société veut sa peau. Elle l'aura.

Au seul nom du dandy Wilde, le spectateur attend l'esprit railleur, le mot dévastateur. Mais on n'est pas là pour rigoler. Ce n'est pas «La cage aux folles». Comme dit l'auteur -après Anouilh-, «C'est une tragédie et c'est le héros Wilde qui la déclenche en appuyant sur le bouton.» Il n'y bientôt plus qu'un pauvre bougre larmoyant et geignard, virant au bigot, prosodiant sa «Ballade des geôles de Reading», réduit à l'état de charpie, comme l'étoupe qu'il fabrique .

Un sujet fort, stigmatisant l'intolérance, un siècle après cette injustice. «Ne poussez pas Oscar dans l'arène judiciaire», dit un personnage. Badinter a eu raison de se pousser dans l'arène théâtrale. Il y excelle.

(1)Théâtre de la Colline.
15 rue Malte Brun. 75020.
Tél : 44 62 52 52

J.V.

Offre aux militants

Le Secrétariat national à la Culture, les Fédérations socialistes de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-St-Denis et du Val-de-Marne, le Mouvement des jeunes socialistes, le Comité d'entreprise du Parti socialiste proposent, le mardi 7 novembre 1995,

une soirée exceptionnelle

aux militants socialistes et à leurs amis :

- **20h30** - représentation de «C.3.3.»
- **22h30** : débat avec **Robert Badinter** et **Jorge Lavelli**.

Au prix de 110F (au lieu de 160F) : réserve-------place(s)
et 160F pour deux «moins de 26 ans» : réserve-------place(s)

A retourner, avant le 27 octobre, au Théâtre national de la Colline - 15 rue Malte-Brun 75 020 Paris -, accompagné d'une enveloppe timbrée et du règlement. Tél : 44 62 52 21.

Télé Média

Mangas : vos enfants sont-ils "Otaku" ?

«Manga» c'est BD en japonais. En France, c'est l'invasion. La partie «japanimée», comme on dit, a émergé à la télé. Sous forme d'un abominable morveux d'une agressivité haineuse, aux muscles «schwartzenégériens», aux super-pouvoirs destructifs, aux yeux perpétuellement furibonds. Cela s'appelle «Dragon-balls Z» (DBZ). Au début, ce délicieux bambin était du genre «Candy» -autre japoniaiserie- et recherchait les 7 balles du dragon, les «dragon-balls», comme un Graal. Mais les études de marché aidant, il est devenu hyper-rentable avec un «Z». Transformé en machine à se battre, karateka démolisseur d'une cruauté délirante et ado d'apocalypse bas de gamme. Dès lors, cela a été la marée folle chez les jeunes à la récré, le Tsunami dans les préaux. Pour les écoliers et lycéens, c'est une revanche sur les grands. Une sur-dynamisation psychologique. Pensez, un Terminator pour maternelle qui écrabouille -schlak!- les vilains adultes... Où trouve-t-on cette apologie stupide de la violence ? Au club Dorothée, bien sûr, qui nous avait déjà infligé les insanes «Goldorak», cauchemar des parents (1). Résultat, Dragon-balls Z, au top 50 des cartoons nippons, est plébiscité par les 6-16 ans. Vos chérubins, s'ils ont l'air rageur et le sourcil froncé, s'ils étripent vos coussins, ne cherchez pas, ils sont devenus «mangamaniaques et «Otaku», qui signifie «accroc» du DBZ (2). La partie non télémorphique des mangas, existant parallèlement, est le phénomène édité BD-Manga. Répandu à vitesse grand V. Les boutiques pour fanzines made in Tokyo fleurissent (3), vendant du DBZ en jeux vidéo, tee-shirts, badges, «rami-cards» plastifiées (demandez à vos enfants ce que c'est), crayons, chaussettes et surtout ces infames comics nippons format poche, parfois non traduits, 300 pages à bas prix, sur papier jetable auprès duquel le Lotus-toilette est du pur Velin. Un dirigeant de «Samouraï» avoue, ravi : «On marquerait DBZ sur des patates qu'on en vendrait en librairie».

Les éditeurs se sont jetés sur la manne. Glénat édite ses mangas-poche, de DBZ à Ranma. Casterman démarre sa collection «Manga» avec l'«Autoroute du soleil». Il suffit de savoir qu'au Japon, 40 % de l'édition est faite de mangas, qu'elle exporte à tour de bras, pour se demander si le terrorisme n'est à craindre que du GIA.

C'était notre minute de morale à l'usage des enfants.

J. V.

(1) Et sur MCM, tous les jours à 19h, diffusion de «Mangazone». Et tout cet été, au cinéma parisien UGC Ciné-Cité, un cycle «Cinémanga».
(2) Il paraît qu'un cénacle de psy à TF1 veillent à protéger le psychisme de l'enfant. Ils expurgent les cartoons de sang trop visible, de nudité et d'allusions sexuelles ! Pas de la violence.
3) Quelques noms, rien qu'à Paris : «Junku» 18 rue des Pyramides (1er) «Tonkam», 29 rue Keller (XIe), «Samouraï», 42 rue de Maubeuge (9e).

A VOIR AUSSI

Samedi 21 TF1-20h45 FR3-22h20	"OSONS" "Divertissement" (sic) de Sébastien. Il ose encore. Vérifiez et zappez. Ça rapporte à TF1. LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE. "La vie CGT" de Thaddé Piasecki. 4 générations de militants anonymes venues des archives de notre histoire sociale.
Dimanche 22 ARTE	"OBJECTIF TINTIN" Six heures de Tintin revisités par Michel Serre et le Dalaï-Lama. Pour fans-intellos.
Lundi 23 TF1-20h30 ARTE-20h	"L'ODYSSÉE DE L'ÉTRANGE" Poursuite de l'escroquerie de l'ET de Roswell. Pradel enquête hypocritement. "LES ANTI IVG" : comment fonctionnent les intégristes de l'anti-avortement. Eclairant.
Mardi 24 (A écouter aussi) France Culture 22h40	"LA CITÉ INTERDITE" AUX "NUITS MAGNÉTIQUES". La cité en question, c'est "Les usines de Boulogne-Billancourt", 3 émissions de Pierre François produites par Colette Fellous (jusqu'au 27 inclus). Ces trois volets passionnants s'intituent "Le chant des ouvriers", "Le chiffon rouge" et "Le chant des survivants". De l'émouvante mémoire pour vos oreilles.
Mercredi 25 FR2-22h35	BAS LES MASQUES "Je ne pense qu'à ça". Nos fantasmes au travers de témoins. Perversions scrutées par Mireille Dumas.
Jeudi 26 ARTE 20h40 à 1h15 FR2-21h	LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE. Est-ce le changement dans ce qu'on nomme la "2e indépendance" ? "Thema" d'Hannelore Gadash avec Doris Lessing, Mandela et un lyrique document sur la mort du "prophète Lumumba". "ENVOYÉ SPÉCIAL" de Paul Nahon. Surtout pour le sujet sur le condamné à mort Bannister, depuis 11 ans dans le couloir de la mort. Faits nouveaux, réfutations et 3 ans d'enquête.

LA VIE DU PARTI
lettre de Vendredi

Prix Nobel de la paix

L'attribution du Prix Nobel de la paix au président du mouvement Pugwash fera grincer bien des dents. Les socialistes considèrent, pour leur part, que l'existence de l'arme nucléaire a probablement évité à l'Europe, avant la disparition de l'Union Soviétique, un nouveau conflit et un totalitarisme étendu. Pour autant le progrès du désarmement, y compris nucléaire, du monde continue de faire partie de leurs perspectives.

13 octobre

GUATEMALA

Des unités de l'armée du Guatemala, selon les conclusions préliminaires d'une mission des Nations-Unies, ont tiré intentionnellement sur un groupe de paysans. Onze personnes ont ainsi trouvé la mort le 8 octobre.
Quelles que soient les raisons à l'origine des faits, la riposte utilisée est disproportionnée et injustifiable.
Le Parti socialiste a noté avec satisfaction l'arrestation des auteurs de ce massacre.
Toutes les responsabilités de ce grave incident doivent être tirées dans l'intérêt du droit, de la paix et des élections qui doivent avoir lieu le 12 novembre prochain.

Communiqués de Gérard Fuchs
Secrétaire national aux Relations internationales du Parti socialiste

11 octobre

MONDE

Communiqué commun du Parti social démocrate du Japon et du Parti socialiste français

Pour donner suite à la résolution sur les essais nucléaires, adoptée le 2 septembre à la réunion extraordinaire de la commission Asie-Pacifique de l'Internationale socialiste, le Parti socialiste français et le Parti social démocrate du Japon (le Parti socialiste japonais) publient la déclaration suivante :
En cette année commémorant le 50e anniversaire des bombardements atomiques sur le Japon, nous avons plus que jamais le devoir de nous rappeler cette tragédie et ses causes et d'en transmettre la mémoire aux générations futures. Par ailleurs, avec la fin de la guerre froide, nous assistons à l'émergence d'une nouvelle situation, où des initiatives pour éliminer les menaces nucléaires, telle la prorogation illimitée du Traité de non prolifération nucléaire (TNP) ou les progrès enregistrés dans le cadre des négociations sur le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT), sont en train d'entrer dans les faits.
Or, c'est dans une telle circonstance que le président de la République française, Monsieur Jacques Chirac, a procédé à deux essais nucléaires dans l'Océan Pacifique, ce au mépris de l'opinion publique internationale. C'est là un acte allant à l'encontre du fait historique que constitue le désarmement nucléaire, et qui risque d'isoler la France dans la communauté internationale.
De ce fait, le Parti socialiste français et le Parti social démocrate du Japon (le Parti socialiste japonais) uniront de concert leurs efforts pour faire revenir le gouvernement français sur sa décision de reprendre les essais nucléaires et lui faire arrêter ces essais.

11 octobre

Communiqué du Mouvement des Jeunes Socialistes

Une fois de plus, les jeunes du Front national se sont illustrés par leurs méthodes à l'entrée du lycée Paul Bert dans le 14e arrondissement de Paris. Une fois de plus, la violence a conclu leur action.
Une fois de plus, leur seul argument à opposer à la contradiction a été le tabassage en règle.
Jean-Marie Le Pen a fait du développement de son organisation dans la jeunesse une priorité. Terreur et violence sont les armes de cette offensive sur les lycées et universités de France.
A cette stratégie, les Jeunes socialistes s'opposeront de toute leur force, grâce aux idées et à la présence sur le terrain.

Communiqué du Parti socialiste

Le Parti socialiste condamne l'action de commando anti-IVG perpétrée, le 16 octobre, à Valenciennes dans le département d'élection de Madame Codaccioni. Il dénonce vigoureusement cette action illégale et d'intimidation qui porte atteinte à l'exercice d'une liberté individuelle consacrée par la loi et au fonctionnement normal d'un service public hospitalier. Cette action paraît d'autant plus répréhensible qu'elle a été commise avec la complicité active d'un responsable de ce service hospitalier.
Le PS demande solennellement l'application des lois Veil et Neiertz à l'encontre des auteurs de ce nouveau délit. Il exige que ces lois soient respectées dans toute leur rigueur et avec célérité.

Sylvie Guillaume
Secrétaire nationale aux Droits des femmes
Adeline Hazan
Secrétaire nationale aux questions de société

17 octobre

Communiqués du Parti socialiste

Une délégation du FLNKS, conduite par son président Paul Néaoutyne, a rencontré, mercredi 18 octobre, Lionel Jospin, Premier secrétaire du Parti socialiste.
Cet entretien a permis au président du FLNKS de rappeler son souhait de maintenir un dialogue régulier avec le Parti socialiste et de faire le point sur les discussions qui se sont déroulées à Paris avec les signataires des Accords de Matignon.
Lionel Jospin a réaffirmé au président du FLNKS l'attachement du Parti socialiste à la réussite du processus politique né des Accords de Matignon et s'est félicité qu'un calendrier et une méthode de travail aient été définis pour préparer le rendez-vous de 1998. Lionel Jospin et Paul Néaoutyne ont confirmé leur souhait réciproque de rencontres régulières entre le PS et le FLNKS pour suivre les perspectives d'avenir de la Nouvelle Calédonie et d'un travail en commun sur les aspects juridiques et institutionnels pour le développement du territoire.

18 octobre

Lionel Jospin et une délégation du Parti socialiste, composée de Harlem Désir, Adeline Hazan et Laurence Dumont, se sont rendus, mardi 17 octobre 1995, au rassemblement de la Journée mondiale du refus de la misère, place du Trocadéro, à l'appel d'ATD Quart Monde, pour témoigner de leur soutien aux associations qui agissent quotidiennement pour la dignité et la défense des droits des plus démunis.
Pour les socialistes, la lutte contre la misère est une exigence politique autant que morale. Elle ne peut se réduire à un discours annuel, aussi généreux soit-il. Elle exige des choix clairs et n'est pas compatible avec la restriction de l'accès aux soins ou la remise en cause du RMI.
Pour les socialistes, l'assistance ne doit pas remplacer la notion de droits. L'indispensable mobilisation de tous, citoyens, associations, mutuelles, collectivités locales, dans la lutte contre la misère, ne doit pas servir de prétexte à un désengagement de l'Etat de ses missions de solidarité.
Le Parti socialiste soutient la demande des associations d'une loi cadre contre l'exclusion qui ne se cantonne pas à un énoncé de bonnes intentions. Il se battra pour que la loi fixe des engagements et des moyens budgétaires précis, pour que soient réellement garantis les droits à la santé, au logement et à la formation. Il proposera la création et le développement de nouveaux secteurs d'emploi socialement utiles.
Face aux ravages d'une exclusion qui plonge des millions d'hommes et de femmes dans le désespoir et remet en cause les fondements même du pacte républicain, c'est le rôle de l'Etat, en partenariat avec les acteurs sociaux, que d'être le garant des droits des plus démunis.

17 octobre

LE PS EN TÊTE

Cantonales partielles octobre 1995

05 - HAUTES-ALPES - EMBRUN
Sortant : Bruno Chapuis (RPR)
Résultats du 1er tour (8/10/95) :
App.PS : 29,59 %
PR : 27,09 %
DVD : 21,33 %
Verts : 5,56 %
SE : 12,86 %
SE : 3,56 %
Résultats du 2e tour (15/10/95) :
App.PS : 50,90 %
PR : 49,10 %
ALAIN MUSSON (APP.PS) ELU

Département Coordination, Elections

Force de propositions

(...) La section est le lien privilégié des débats et des échanges d'idées pour les militants mais peut-on être sûr que la pépite d'or ne restera pas au fond de la mine ? D'abord tamisée puis oubliée, perdant ensuite de son éclat, elle serait plus précieuse si en partant de la base elle recevait un plus grand accueil au sommet. Le questionnaire préparant la Convention nationale du 14 octobre fut une possibilité qui nous était offerte (...). Pour certains d'entre nous, l'espace réservé à la question n° 3 peut être jugé insuffisant. Un grand nombre de militants aimeraient avoir accès à une tribune plus large. Elle a existé pendant des années et elle était la respiration, les poumons de l'expression du militant de base. Pour des raisons de restructuration et d'économie, cette tribune n'existe plus que sous la forme d'une rubrique "le mot des lecteurs" (...). Avant la reprise des essais, on nous a aussi demandé de nous mobiliser pour recueillir des signatures devant servir à une pétition nationale. J'ai pensé alors que je pouvais contribuer à cet effort et j'en ai rassemblé plus de 600 (...). Peut-on en conclure qu'en organisant, ou qu'en ayant organisé, cette démarche auprès des militants et sympathisants, en ayant multiplié mon propre effort par cent ou par mille, on aurait été à même d'annoncer aux autres Français que l'on disposait de millions de signatures à apporter à Jacques Chirac ? (...). De retour d'un voyage en Allemagne, je peux vous dire que notre attitude protestataire aurait été encore mieux comprise (...). Est-ce maintenant trop tard ? Je ne le sais pas mais je crois que nous avons raté une occasion de montrer que nous sommes dans l'opposition (...). Notre opposition ne doit pas être ni se manifester uniquement par défaut (...) Proposons des choses nouvelles, même irréalisables dans l'immédiat, et nous aurons de nouveaux adhérents et de nouveaux sympathisants à notre mouvement. S'agissant de la parité hommes-femmes, comment peut-on fixer une limite même paritaire aux possibilités encore inconnues de gestion des affaires du monde par les femmes ? (...) Les hommes en tant que tels sont à l'origine de pas mal de malheurs sur cette terre. S'ils avaient été obligés de garder les enfants depuis des millénaires, la face du monde ne serait peut-être pas la même et il y aurait peut-être plus de bonheur et moins de crainte. Alors, le matriarcat ! Disons que, compte tenu du passé et de nos résultats, nous n'avons pas grand chose à y perdre. Sinon pour ceux dont puissance et erreur sont synonymes !

Bernard Sabrou
77 - Pontault-Combault

Socialiste et heureux de l'être

Etant gravement handicapé à 80 % et possédant de moyennes ressources, je puise dans mes économies et c'est chaud au cœur que je me réabonne à Vendredi car je suis un fervent socialiste et heureux de l'être. J'ai toujours œuvré pour que le socialiste que je suis défende les valeurs du Parti socialiste par son soutien et sa fidélité. Que d'injustices depuis l'arrivée de la droite et de Chirac ! Il est temps, que nous, socialistes, revenions au pouvoir afin d'appliquer une politique plus juste et bien-fondée car avec cette droite, c'est la catastrophe et le déclin de la France. Etant socialiste, j'ai toujours défendu la noble cause du Parti socialiste et je le soutiendrai toujours. Vite, que les socialistes reviennent. C'est mon souhait.

M. Colombier
31 - Toulouse

50 ans de Sécurité sociale

1945-1995. Cette semaine, nous fêtons les 50 ans du régime général de la Sécurité sociale. Je précise bien, régime général, car si Colbert est à l'origine de cette entraide sociale auprès des marins, il aura fallu le poids de Bismarck en Alsace-Lorraine pour que le système s'impose au patronat français après la guerre de 1914, et il ne deviendra totalement obligatoire qu'en 1978. Avant 1945, l'accident, la maladie, l'arrivée d'enfant étaient sources de difficultés, voire d'indigence dans une majorité de familles de France. Aujourd'hui, cela ne devrait plus exister, pourtant les exclusions se développent car l'effort social rebute : la resquille existe à la base et au sommet, sur les deux plans fiscal et social ; mais c'est avec indignation que je constate que ceux qui vont prendre des mesures -souhaitées- pour renforcer les contrôles sur la distribution des prestations ne sont pas des blanches colombes. Personnellement, je fais le rêve que l'État, les collectivités territoriales et leurs satellites, un certain patronat, soient à jour de leurs obligations sociales ! Lorsque des maires ou des personnes autorisées me signalent plusieurs administrés sans couverture sociale, cela m'interroge car notre système français de protection sociale demeure une institution enviée par la communauté internationale. Beaucoup de Français ignorent toujours que la Sécurité sociale est une organisation multiple basée sur la solidarité entre les générations et la volonté de service public. Il en découle des régimes variés, des organismes de droit privé, des prestations variables, et l'État qui tente d'organiser cela, tout en multipliant les transferts de charge, telles la gestion des hôpitaux, les études de médecine et d'infirmière... D'où l'idée du "déficit", déséquilibre permanent des dépenses et des recettes qu'accentue la compensation financière entre les différents régimes, source latente de conflits catégoriels. Personne ne nie qu'aujourd'hui il y a moins de mineurs et moins d'agriculteurs, et malheur à ceux qui nient que les droits acquis par les conflits sociaux sont "sacrés" et ne découlent pas uniquement des régimes complémentaires. Dès lors, le souci constant de l'Etat de maîtriser les dépenses de santé est inéluctablement contredit par : l'augmentation des dépenses, chaque Français voulant se soigner mieux et plus ; l'allongement de la durée de vie et une exigence de retraites récentes ; le travail féminin et son organisation sociale - baisse de la démographie et garde d'enfants ; les progrès techniques médicaux et leur coût ; la modification de désir de soins et de protection du citoyen de sa naissance à son décès. Cet anniversaire est donc l'occasion de rappeler avec force le principe d'égalité des Français et par conséquent l'exigence d'une prise en charge sociale régulée par la répartition. Renoncer à la couverture des risques maladie, vieillesse, chômage, famille par des régimes de Sécurité sociale obligatoires serait aggraver les disparités entre riches et pauvres, encourager le déficit social et provoquer de graves conflits sociaux. Par contre, il faut bien comprendre que cette nouvelle donne oblige chaque Français à l'effort contributif en fonction de ses possibilités. La solidarité, c'est l'effort de tous. Un bon anniversaire et un grand merci aux créateurs et à celles et ceux qui contribuent au bon fonctionnement de cette institution.

Madeleine Brun
84-Avignon

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), - ABONNEMENTS Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Ce numéro a été tiré à 110 500 exemplaires.

LA DROITE
des discours...

HIER, PENDANT LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE, LA DROITE PRÉTENDAIT :

Tout subordonner à la création d'emplois.

Ranimer une consommation défaillante.

Reconsidérer la fiscalité.

Réformer la Sécurité sociale.



... AUX ACTES !

AUJOURD'HUI, LA DROITE AU POUVOIR A COMMENCÉ PAR :

■ **Amputer de 30 milliards le pouvoir d'achat** des ménages par la hausse massive de la TVA.

■ **Augmenter les impôts sur l'épargne** et sur les petites et moyennes entreprises alors que deux impôts reculent : celui sur les successions pour les biens professionnels que le gouvernement veut exonérer jusqu'à 50 millions de francs par personne et celui sur les gros patrimoines...

■ **Augmenter les taxes** sur l'essence, sur l'alcool, sur le tabac.

■ **Augmenter de 27 % le forfait hospitalier.**

■ **Annoncer des chiffres faux :** la progression réelle des dépenses d'une année sur l'autre s'élève à plus de 4 %, alors que le chiffre indiqué par le gouvernement d'Alain Juppé est de 1,8 %, si l'on compare le budget 1996 avec la loi de finances initiale pour 1995.

■ **Anticiper un taux de croissance** du PIB de 2,8 % : espérance illusoire qui occasionnera des créations d'emplois et des recettes moins importantes, donc des déficits plus élevés.

■ **Oublier de comptabiliser le déficit actuel** cumulé de la Sécurité sociale et d'apporter un remède cohérent pour supprimer le déficit social futur.

Découpez - photopiez - distribuez - Découpez - photopiez - distribuez - Découpez - photopiez - distribuez

Coll. Fondation Copernic